

Communiqué de Presse

Assemblée parlementaire – Unité de communication

Réf: 487f09

Tél. +33 (0)3 88 41 31 93

Fax +33 (0)3 90 21 41 34

Internet: <http://assembly.coe.int>

e-mail: pace.com@coe.int



47 Etats membres

Albanie
Allemagne
Andorre
Arménie
Autriche
Azerbaïdjan
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
«L'ex-République
yougoslave de
Macédoine»
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Moldova
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Saint-Marin
Serbie
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Turquie
Ukraine

Les rapporteurs de l'APCE sur la Géorgie : « L'Abkhazie risque de tomber dans un trou noir en matière de protection des droits de l'homme »

Strasbourg, 18.06.2009 – Les rapporteurs de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) sur les conséquences de la guerre entre la Géorgie et la Russie, Luc van der Brande (Belgique, PPE/DC) et Mátyás Eörsi (Hongrie, ADLE), ainsi que Corien Jonker (Pays-Bas, PPE/DC), rapporteuse sur les conséquences humanitaires de cette guerre, se sont déclarés vivement préoccupés en apprenant que la Russie avait opposé son veto à la poursuite du mandat de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG) et de ses activités dans la région séparatiste d'Abkhazie.

« Sans la Mission des Nations Unies, l'Abkhazie risque de tomber dans un trou noir en matière de protection des droits de l'homme », ont indiqué les rapporteurs.

« La MONUG a plus de 15 ans d'expérience dans la région. Il ne faudrait pas que cette expérience se perde », ont-ils ajouté, appelant en particulier la Russie à faire preuve de souplesse, afin qu'une solution puisse être trouvée et que la protection des droits de l'homme par une présence internationale puisse être assurée en Abkhazie.

Regrettant l'absence de réponse favorable aux demandes répétées de l'Assemblée, qui préconisait la poursuite des activités de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie, les rapporteurs de l'Assemblée ont appelé toutes les parties à penser d'abord aux populations, et non pas aux enjeux politiques.

« Sans la MONUG, l'Abkhazie ne bénéficiera plus d'aucune structure indépendante de protection et de suivi des droits de l'homme, et il n'y aura pratiquement plus de présence internationale dans la région. Les principales victimes de ce retrait seront les populations civiles, notamment les habitants de la région de Gali », ont-ils ajouté.

« Personne ne souhaite assister à un nouvel exode des habitants de la région de Gali, mais en l'absence de garanties de protection et de suivi des droits de l'homme, le risque est réel, » ont conclu les rapporteurs.

L'Assemblée comprend 318 membres issus des parlements nationaux des 47 Etats membres.

Président: Lluís Maria de Puig (Espagne, SOC) – Secrétaire général de l'Assemblée: Mateo Sorinas.

Groupes politiques: PPE/DC (Groupe du Parti populaire européen); SOC (Groupe socialiste); GDE (Groupe démocrate européen); ADLE (Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe); GUE (Groupe pour la gauche unitaire européenne).